



CCI GRAND EST

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

n°CCAP/25/14 du 19.09.2025

ACCORD-CADRE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

**Fourniture d'Équipements Réseaux
et services associés pour l'ensemble
des sites des CCI du GRAND EST**












Consultation n°2025/CONSU/14 du 19 septembre 2025

CCI GRAND EST

14 rue de la HAYE - 67300 SCHILTIGHEIM

Adresse postale : CS 90065 - 67012 STRASBOURG Cedex

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Fourniture d'équipements réseaux et services associés pour l'ensemble des sites des CCI du GRAND EST
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	2
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	3 ans à compter de la notification
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix forfaitaires et prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	5
1.1 - Objet du contrat.....	5
1.2 - Décomposition du contrat	6
1.3 - Type d'accord-cadre	6
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	6
2 - Pièces contractuelles.....	7
3 - Confidentialité.....	7
4 - Protection des données à caractère personnel	7
4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel	8
4.2 - Obligations du titulaire.....	8
4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire.....	8
4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées.....	8
4.2.3 - Exercice des droits des personnes.....	8
4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel	8
4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations.....	9
4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel	9
4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données.....	9
4.2.8 - Sort des données	9
4.2.9 - Délégué à la protection des données	9
4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement.....	9
4.2.11 - Documentation	10
5 - Durée et délais d'exécution.....	10
5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations.....	10
5.2 - Durée du contrat	10
6 - Prix	11
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	11
6.2 - Modalités de variation des prix	11
6.3 - Clause butoir	12
6.4 - Clause de sauvegarde	12
7 - Garanties Financières.....	13
8 - Avance.....	13
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	13
8.2 - Garanties financières de l'avance	13
9 - Modalités de règlement des comptes	13
9.1 - Acomptes	13
9.2 - Présentation des demandes de paiement pour la CCI Grand Est.....	13
et ses filiales.....	13
9.3 - Délai global de paiement.....	15
9.4 - Paiement des cotraitants.....	15
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	15
10 - Conditions d'exécution des prestations	15
11 - Développement durable.....	16

12 - Constatation de l'exécution des prestations.....	16
12.1 - Vérifications.....	16
12.2 - Mise en Ordre de Marche	16
12.3 - Vérification d'Aptitude.....	16
12.4 - Vérification de Service Régulier	16
12.5 - Décision après vérification	16
13 - Garantie des prestations.....	17
14 - Maintenance	17
15 - Modification du contrat.....	17
15.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire.....	17
15.2 - Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché	17
15.3 - Changement en cours d'exécution du marché	17
15.4 - Cas fortuits et force majeure	17
16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	18
17 - Pénalités.....	18
17.1 - Pénalité pour travail dissimulé.....	18
17.2 – Pénalités	19
18 - Assurances.....	19
19 - Clause de réexamen.....	20
20 - Résiliation du contrat	22
20.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	22
20.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	23
21 - Règlement des litiges et langues	23
22 - Dérogations	23

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

**Fourniture d'équipements réseaux et services associés
pour l'ensemble des sites des CCI du GRAND EST.**

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Cette consultation s'effectue dans le cadre d'un **Groupement de Commandes** conformément aux articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la commande publique avec les organismes suivants :

✚ **Chambre de Commerce et d'Industrie Grand Est (CCIRGE), Coordonnateur**

Représentée par son Président Jean Paul HASSELER

14 rue de la HAYE - 67300 SCHILTIGHEIM

Comptable public assignataire des paiements : Monsieur le Trésorier de la CCIRGE

✚ **Chambre de Commerce et d'Industrie Alsace Eurométropole (CCIAE67.68)**

Représentée par son Président Jean Luc HEIMBURGER

14 rue de la Haye - 67300 SCHILTIGHEIM

Comptable public assignataire des paiements : Monsieur le Trésorier de la CCIAE67.68

✚ **Chambre de Commerce et d'Industrie de Troyes et de l'Aube (CCIT10)**

Représentée par son Président Sylvain CONVERS

1 Boulevard Charles Baltet – CS 60706 – 10001 TROYES Cedex

Comptable public assignataire des paiements : Monsieur le Trésorier de la CCIT10

✚ **Chambre de Commerce et d'Industrie Marne Ardennes (CCIMA51.08)**

Représentée par son Président François GOMARIZ

42 rue Grande Étape – CS 90533 - 51010 CHALONS EN CHAMPAGNE Cedex

Comptable public assignataire des paiements : Madame La Trésorière de la CCIMA51.08

✚ **Chambre de Commerce et d'Industrie de la Meuse Haute-Marne (CCIMHM52.55)**

Représentée par son Président Richard PAPAZOGLOU

55 rue du président Carnot – CS 52012 - 52115 SAINT-DIZIER CEDEX

Comptable public assignataire des paiements : Monsieur le Trésorier de la CCIMHM52.55

✚ **Chambre de Commerce et d'Industrie Grand Nancy Métropole Meurthe-et-Moselle (CCIGNM54)**

Représentée par son Président François PELISSIER

53 rue Stanislas – CS 24226- 54042 NANCY Cedex

Comptable public assignataire des paiements : Madame La Trésorière de la CCIGNM54

✚ **Chambre de Commerce et d'Industrie Moselle Métropole Metz (CCIM57)**

Représentée par son Président Fabrice GENTER

10-12 Avenue Foch – BP 70330 – 57016 METZ Cedex

Comptable public assignataire des paiements : Monsieur le Trésorier de la CCIM57

✚ **Chambre de Commerce et d'Industrie des Vosges (CCIV88)**

Représentée par sa Présidente Anne-Christine FRERE

10 rue Claude Gelée – BP 41071 - 88051 EPINAL Cedex 9

Comptable public assignataire des paiements : Monsieur le Trésorier de la CCIV88

✚ **EESC CCI Formation**

Représentée par son Directeur Général Éric TAVERNE

3 rue du Mouzon – 54520 LAXOU

Siret : 844 589 853 00010

✚ **Association de gestion de l'École de la 2^{ème} Chance de Lorraine (E2C Lorraine)**

Représentée par son Directeur Général Éric TAVERNE

53 rue Stanislas - 54000 NANCY

Siret : 790 007 629 00146

✚ **S2I Meuse TGV**

Représentée par son Président Richard PAPAZOGLOU

55 rue du Président Carnot – 52100 SAINT-DIZIER

Siret : 808 430 656 00021

✚ **SEAEM (Société d'Exploitation de l'Aéroport d'Épinal Mirecourt)**

Représentée par son Président Gérard CLAUDEL
10 rue Claude Gelée - 88000 EPINAL
Siret : 519 450 100 00010

✚ **EESC IN&MA**

Représentée par son Directeur de l'Établissement Ferry QUENET
25 Rue Saint-Dominique – CS 90034 - 51005 CHALONS-EN-CHAMPAGNE CEDEX
Siret : 841 723 588 00031

✚ **EURO RHEIN PORTS**

Représentée par Gilbert STIMPFLIN, Président du CA
9 avenue Konrad Adenauer – 68390 SAUSHEIM
Siret : 900 406 646 00027

Le coordonnateur du groupement de commandes est : CCI GRAND EST. Il a en charge la passation, la signature, la notification et l'exécution de l'accord-cadre au nom de l'ensemble des membres du groupement.

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lots :

Lot	Désignation
1	EQUIPEMENTS RESEAUX SANS FIL – WIFI
2	EQUIPEMENTS RESEAUX - SWITCH

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre mono attributaire **sans minimum** et **avec maximum** est passé en application des articles L2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Le montant total des prestations pour la durée de l'accord-cadre est défini comme suit :

Lot	Montant Maximum en HT
1	140.000,00 €
2	90.000,00 €
Total	230.000,00 €

Il est à prix unitaires et forfaitaires.

Les prestations seront réglées en applications des prix figurant au Bordereau des Prix « BP ».

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire,
- la date et le numéro du marché,
- la date et le numéro du bon de commande,
- la nature et la description des prestations à réaliser,
- les délais d'exécution (date de début et de fin),

- les lieux d'exécution des prestations
- le montant du bon de commande
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

Ces bons de commande seront notifiés au fur et à mesure des besoins jusqu'au dernier jour de validité du marché et ce dans les conditions du présent document.

Les bons de commande seront émis par courrier électronique.

Chaque bon de commande précise le délai d'exécution de la prestation commandée ainsi que le point de départ de ce délai d'exécution.

A défaut de précision du point de départ du délai d'exécution dans le bon de commande, le délai est réputé démarrer à compter de la notification du bon de commande au titulaire.

La prestation commandée est réputée exécutée lorsque la prestation est intégralement achevée.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- ✚ l'Acte d'engagement « AE » et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant,
- ✚ le Bordereau des Prix « BP »,
- ✚ le Cahier des Clauses Administratives Particulières « CCAP »,
- ✚ le Cahier des Clauses Techniques Particulières « CCTP » et ses annexes,
- ✚ le Cahier des Clauses Administratives Générales « CCAG » applicables aux marchés publics de Techniques de l'Information et de la Communication « TIC », approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- ✚ Les Bons de commande émis au titre du présent marché,
- ✚ Le Catalogue public des prix du fournisseur, dans sa version en vigueur à la date d'émission du bon de commande,
- ✚ les Actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché/accord-cadre,
- ✚ la Réponse technique du candidat incluant le cadre de réponse complété.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché.

Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

3 - Confidentialité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-TIC.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-TIC, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données est de : durée du marché et des éventuelles post garanties.

4.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur,
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

4.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : dpo@grandest.cci.fr

4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : par mail

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données),
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact,
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel,
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : 5 ans à compter de la fin d'exécution du contrat (paiement du solde) pour les pièces relatives à la procédure d'exécution considérées comme des pièces constitutives de marché, entrant dans le cadre des pièces justificatives comptables

Le profil d'acheteur « Plateforme des Achats de l'Etat : PLACE » est un outil permettant l'archivage vers une plate-forme d'archivage électronique.

4.2.8 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

4.2.9 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.11 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

4.3 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le **1^{er} janvier 2026**.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le **2 janvier 2029**.

5.2 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une durée de **3 ans à compter de la date de notification du contrat**.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-TIC.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

le candidat indique aussi dans le Bordereau de Prix un **taux de remise minimal sur le tarif public de son catalogue (constructeur ou revendeur), qu'il s'engage à appliquer sur TOUTES LES FOURNITURES RENTRANT DANS LE PERIMETRE DU MARCHE ET NE FIGURANT PAS AU BP**

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG TIC, les prix sont réputés comprendre :

- Toutes les Charges Fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations,
- Tous les Frais afférents s'il y a lieu au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage et au transport jusqu'au lieu d'exécution ou de livraison y compris les opérations de chargement et de déchargement,
- Toutes Sujétions nécessaires à l'exécution des prestations, au remplacement des fournitures livrées non conformes,
- Tous les Frais de Déplacement éventuels,
- la Formation à l'Utilisation du matériel,
- la Documentation technique et ses mises à jour, visées à l'article 21.2 du CCAG TIC

Par conséquent, le titulaire devra exécuter à ses frais toutes prestations omises dans sa proposition et nécessaires à la bonne exécution du marché défini.

6.2- Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois d'octobre 2025; ce mois est appelé " mois zéro ".

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision des prix s'effectue uniquement sur la base de la dernière valeur définitive publiée de l'indice au moment de l'application de la formule. Les indices provisoires ne sont pas pris en compte et aucune variation rétroactive n'est appliquée.

Les prix mentionnés au catalogue du titulaire et indiqués au présent marché sont révisables, prix par prix, en fonction du tarif public du titulaire.

Le taux de remise consenti sur le catalogue est ferme sur toute la durée du marché.

Il pourra proposer à tout moment son nouveau catalogue (réactualisé avec les nouvelles prestations).

À partir de la deuxième année, les prix définis au marché pourront être révisés sur la base de l'indice cité ci-dessus.

Il appartient au Titulaire de l'accord-cadre de procéder à la révision des prix.

Pour ce faire, il soumet à l'approbation de l'Acheteur un nouveau bordereau des prix.

Cette proposition de bordereau des prix révisé doit être **transmis au service ACHATS/MARCHES PUBLICS au plus tard 15 jours avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre** : m.schweitzer@grandest.cci.fr

Le silence de l'Acheteur au-delà d'un délai de 15 jours emporte acceptation tacite de ce nouveau bordereau. Les nouveaux prix ainsi obtenus restent inchangés pour une durée de douze (12) mois. Si le nouveau BP est accepté, il entre en application à la date anniversaire du marché. Le nouveau BP deviendra pièce contractuelle du marché.

Si un produit proposé au BP n'est plus disponible sur le marché, le titulaire doit proposer le modèle de remplacement, qui répond aux caractéristiques techniques minimales demandées au CCTP et ce aux mêmes conditions financières.

En cas de baisse des prix, le titulaire s'engage à faire bénéficier immédiatement le contractant de toute baisse de son tarif clientèle et de toute promotion ayant pour résultat de faire baisser ses tarifs en dessous des prix du présent marché.

Les prix indiqués au bordereau des prix sont assortis d'une clause d'ajustement dans les conditions expresses suivantes :

- les prix concernés et appliqués au présent marché font références au tarif général appliqué par le titulaire à l'ensemble de sa clientèle,
- le changement tarifaire ne s'accompagne pas d'une diminution de la qualité du service offert,
- le titulaire s'engage à fournir toutes les justifications permettant de vérifier cette référence,

L'ajustement à la hausse ou à la baisse s'effectue :

- pour les augmentations : à la date d'anniversaire du marché,
- pour les diminutions : dès l'inscription de la diminution au catalogue du titulaire.

6.2.1 Révision des prix des fournitures (matériels réseaux)

Les prix des équipements sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 10.0\% + 90\% (CPF\ 26\ (n) / CPF26\ (o))$$

Avec :

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro (octobre 2025).

L'index de référence, publié au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index **« Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés – CPF 26 et 27 – Produits informatiques, électroniques et optiques , Équipements électriques 010765089 »**

6.2.2 Révision des prix des prestations de services

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (SYN\ REV\ (n) / SYN\ REV\ (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro (octobre 2025).

L'index de référence, publié au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index **SYN REV « Indice SYNTEC »**.

6.3 - Clause butoir

Chaque prix révisable ne peut évoluer à la hausse, au cours d'une même année, que de **5%** maximum par rapport à l'année précédente.

6.4 - Clause de sauvegarde

L'Acheteur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre si l'augmentation annuelle est supérieure à 5%.
A défaut, l'Acheteur se réserve le droit de résilier la partie non exécutée de l'accord-cadre.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65% du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80%. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10 et R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-TIC.

9.2 - Présentation des demandes de paiement pour la CCI Grand Est et ses filiales

Les demandes de paiement devront être libellées à :

CCI GRAND EST
14 rue de la HAYE - 67300 SCHILTIGHEIM
Adresse postale : CS 90065 - 67012 STRASBOURG Cedex

Aucune demande de paiement ne peut être transmise avant réalisation des prestations, le montant de chaque demande de paiement ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles elle se rapporte.

Le montant à facturer est, éventuellement révisé comme précisé à l'article 6.2 du présent CCAP.

Sont, le cas échéant, déduites les réfections et pénalités prévues à l'article 16 du présent CCAP.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Toute réception de facture non conforme entraînera la suspension des délais de paiement. Le titulaire sera informé des compléments à fournir ou des modifications à apporter à sa facture.

FACTURATION SOUS FORME ÉLECTRONIQUE :

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatifs au développement de la facturation électronique, le titulaire du présent marché/accord-cadre (et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct) **est tenu de transmettre ses factures sous forme électronique.**

La transmission des factures s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

N° SIRET CCI GRAND EST : 130 022 668 00524

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1. la date d'émission de la facture,
2. la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
3. le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,
4. En cas de marché exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du marché/accord-cadre ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture,
5. la désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement,
6. la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux,
7. la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés,
8. le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire,
9. le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
10. l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture,
11. le cas échéant, les modalités de règlement,
12. le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code de commerce.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Numéro d'engagement juridique :

N° Marché/Accord-Cadre = Lot 1 : 2025/AOO/14.01 – Lot 2 : 2025/AOO/14.02

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

a) **Facturation directe par les co-traitants**

Par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG-TIC, les co-traitants peuvent présenter leurs factures directement pour leur part de prestations, sous réserve de validation par le mandataire du groupement. Le mandataire reste responsable vis-à-vis de l'acheteur public de la conformité des prestations facturées.

b) **Groupement conjoint**

Dans le cas d'un groupement conjoint, chaque membre perçoit directement les sommes correspondant à l'exécution de ses propres prestations, sur présentation d'une facture validée par le mandataire.

c) **Groupement solidaire**

Dans le cas d'un groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique ouvert au nom du mandataire, qui assure la répartition entre les membres du groupement, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

d) **Application des autres dispositions**

Toutes les autres dispositions relatives à la cotraitance continuent de s'appliquer conformément à l'article 12.1 du CCAG-TIC.

9.5 - Paiement des sous-traitants

La sous-traitance pour la fourniture est interdite.

Pour les prestations de services, le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations prévues au marché, selon les dispositions mentionnées aux articles R 2193-1 à R 2193-4 du Code de la commande publique.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-TIC.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-TIC.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-TIC. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-TIC.

Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

11 - Développement durable

Les engagements formulés par le titulaire dans son offre au titre du critère environnemental ont valeur contractuelle. La description des attendus figure à l'article 9 du CCTP.

Le titulaire s'engage à les mettre en œuvre intégralement dans le cadre de l'exécution du marché.

En cas de non-respect de ces engagements, les pénalités spécifiques prévues à l'article 16 du présent CCAP seront appliquées, sans préjudice de la possibilité pour le pouvoir adjudicateur de mettre en demeure le titulaire ou de prononcer, le cas échéant, la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service conformément aux articles 29 à 32 du CCAG-TIC.

Elles se dérouleront selon les étapes décrites ci-dessous.

12.2 - Mise en Ordre de Marche

Le titulaire dispose de 30 jours à compter de la date de livraison pour effectuer la mise en ordre de marche des matériels ou logiciels.

12.3 - Vérification d'Aptitude

La vérification d'aptitude a pour but de constater que les prestations livrées ou exécutées présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans le cahier des charges.

Le délai imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est de 30 jours à compter de la date de notification du procès-verbal de mise en ordre de marche des matériels ou logiciels. A l'issue de cette période, si la vérification d'aptitude est négative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'ajournement ou de rejet conformément aux stipulations des articles 33 et 34 du CCAG-TIC. Si la vérification d'aptitude est positive, il est procédé à la vérification de service régulier.

12.4 - Vérification de Service Régulier

La vérification de service régulier a pour but de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions visées.

La durée des opérations de vérifications de service régulier est de 30 jours. Le service est réputé régulier si la durée cumulée sur cette période des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas 2% de la durée d'utilisation effective.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 7 jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier.

12.5 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 33 et 34 du CCAG-TIC.

13 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 36 du CCAG-TIC.

14 - Maintenance

→ Cf. CCTP.

15 - Modification du contrat

15.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer la personne publique, par écrit et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais

15.2 - Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché

Le transfert du marché à une nouvelle entreprise suite à opération de cession de fonds de commerce, de cession d'activités, de fusion-absorption ou de mise en location gérance, ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de la CCI.

Le titulaire doit, dans les plus brefs délais, en informer la personne publique et produire les documents et renseignements utiles (qui lui seront notifiés), concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

Suite à cette cession, la CCI procédera à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire les documents listés aux articles R 2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique et aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D. 8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du code du travail qui lui seront demandés.

Suite à cette vérification, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire. Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, la CCI procédera à la résiliation du marché.

15.3 - Changement en cours d'exécution du marché

Conformément au Chapitre IV de la partie réglementaire du code de la commande publique. La CCI se réserve le droit de modifier le présent contrat.

15.4 - Cas fortuits et force majeure

En cas de retard ou de manquement dans l'exécution de l'une des opérations incombant au titulaire du fait du présent marché, celui-ci ne sera dégagé des conséquences de ces retards ou manquements que dans la mesure où il peut invoquer un cas fortuit ou de force majeure.

Il est précisé que ne sont considérés comme cas fortuit ou cas de force majeure que des actes, situations de droit ou de fait, et plus généralement, toutes circonstances imprévisibles qui échappant au contrôle du titulaire, auraient pour effet de rendre impossible l'exécution de l'une quelconque des obligations du présent marché.

Le titulaire ne pourra invoquer un cas fortuit ou de force majeure que pendant la durée durant laquelle un tel cas pourrait avoir un effet à son égard et que dans la mesure où il prendra toutes les dispositions et décisions permettant de limiter au maximum les conséquences dommageables pour la CCI.

16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

1. Le titulaire garantit que le logiciel fourni en mode SaaS demeure sa propriété ou celle de l'éditeur et qu'il dispose de tous les droits nécessaires pour concéder à l'acheteur public le droit d'usage contractuel.
2. L'acheteur public bénéficie d'un droit d'accès et d'utilisation du logiciel pendant la durée de l'abonnement, pour ses besoins propres, dans les limites prévues au contrat.
3. Les données, paramétrages et configurations créés ou hébergés dans le cadre du service SaaS demeurent **la pleine propriété de l'acheteur public**.
4. À l'issue du contrat, le titulaire s'engage à restituer ou permettre l'export de ces données et configurations dans un format ouvert et interopérable, et à en assurer la suppression définitive de ses systèmes, sauf obligation légale de conservation.
5. Le titulaire garantit l'acheteur public contre tout recours de tiers concernant les droits de propriété intellectuelle relatifs au logiciel (garantie d'éviction).

17 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités. Le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Les pénalités ne représentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

17.1 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

17.2 – Pénalités

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Retard dans la livraison (Matériels et licences)	Journalière	1/10 ^e de la valeur du montant du matériel / Licence non livré	par jour ouvré de retard et par matériel. Le PV de livraison pour le matériel faisant foi. Pour la partie licence, Notification / journal d'événement d'ajout de licence et/ou mail faisant foi.
Non-respect de la garantie de temps d'intervention (GTI)	Heure	50 €	En cas de retard au-delà des délais d'intervention (GTI) prévus dans le BPU, il sera appliqué une pénalité par heure entamée de retard.
Non-respect de la garantie de temps de rétablissement (GTR)	Journalière	250 €	En cas de retard au-delà des délais de rétablissement (GTR) prévus dans le BPU, il sera appliqué une pénalité par jours calendaire entamé de retard.
Non-respect du délai de réalisation d'un devis	Journalière	25 €	Par jour ouvré de retard. L'envoi d'un mail muni du devis en pièce jointe faisant foi
Non communication de la déclaration de sous-traitance	Forfaitaire	500 €	Par dérogation aux dispositions de l'article 3.6.3 du CCAG TIC, le prestataire se verra appliquer, en cas de non-respect de la communication du contrat de sous-traitance imposée dans l'article 3.6 du CCAG TIC, les pénalités suivantes : 500 €
Non-respect des engagements environnementaux	Forfait	200 €	Forfaitaire sur simple constatation
Non-respect des obligations légales d'information et de déclaration (CNIL, RGPD)	Journalière	100 €	Par dérogation à l'article 14 du CCAG TIC, la pénalité encourue en cas de non-respect de l'obligation prévue à l'article 4 du présent CCAP, le titulaire encourt, pour non-régularisation dans les 7 jours suivants la demande par la CCI, une pénalité de : 100 € par jour calendaire de retard
Non transmission des Attestations (fiscale/sociale) en cours de marché	Forfait	100 €	Par jour ouvré de retard.

18 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-TIC, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

19 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L.2194-1 1° et R.2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

❖ **Clause de réexamen en cas de circonstances imprévisibles :**

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le prestataire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre. Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché. Les surcoûts pris en charge par le maître d'ouvrage peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

❖ **Clause de réexamen des conditions économiques :**

Si au cours de l'exécution du contrat, son économie devait se trouver déséquilibrée, les conditions contractuelles seraient réexaminées à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, sur production de justificatifs nécessaires. Les cas suivants peuvent notamment entraîner un tel réexamen :

- **Disparition des indices de la formule contractuelle d'indexation applicable au contrat,**
- **Changement de législation et/ou de réglementation affectant les impôts et taxes dus par le Prestataire au titre de l'exécution du présent contrat ;**

- **Possibilité d'introduire dans le marché de nouveaux produits/prestations** : soit en substitution (en cas d'obsolescence/disparition d'une référence mais en maintenant le tarif figurant au BP), soit en complément des produits/prestations initialement proposés par le titulaire, de faire évoluer un ou plusieurs produits/prestations proposés par le titulaire, et ce, dans le cadre des besoins exprimés dans le cahier des charges. La clause de réexamen ne pourra avoir pour effet de changer la nature globale du marché.

Modalités pour les nouveaux produits :

- ✚ Le prestataire devra fournir un devis détaillé, basé sur son catalogue public fourni dans son offre et en appliquant la remise consentie.
- ✚ L'acheteur vérifiera le caractère raisonnable et justifié des prix proposés, notamment par comparaison avec le catalogue et la remise contractuelle.
- ✚ Toute acceptation donnera lieu à un avenant précisant les nouvelles prestations et leur prix.

❖ **Remplacement d'un membre du groupement en cas de résiliation partielle**

En complément des stipulations du CCAG et des pièces particulières du marché, la présente clause est applicable en cas de résiliation de la part du marché conclue avec l'un des cotraitants.

Les cotraitants membres du groupement peuvent se répartir l'exécution de tout ou partie de la part résiliée du marché en recourant, le cas échéant, à un ou plusieurs sous-traitants dans les conditions définies par le Code de la commande publique. Cette répartition s'opère conformément aux conditions du marché et donne lieu, en cas d'acceptation de l'acheteur, à la conclusion d'un avenant.

Les cotraitants peuvent également convenir de confier tout ou partie de l'exécution de la part résiliée du marché à un tiers qui se substitue alors au cotraitant initial. Cette substitution n'entraîne aucune autre modification des conditions contractuelles que celles qui résultent nécessairement de cette substitution de titulaire (identité et représentants du cocontractant, coordonnées postales et bancaires). Le tiers substitué reprend purement et simplement l'ensemble des droits et obligations du cotraitant initial résultant du présent marché à la date d'effet de la substitution.

Ce tiers est soumis à l'acceptation préalable de l'acheteur au vu de son aptitude à assurer la poursuite de l'exécution du marché dans les conditions contractuelles convenues. A cette fin, il produit :

- l'ensemble des documents et renseignements qui étaient exigés par les documents de consultation du présent marché pour l'analyse des candidatures,
- les documents justificatifs et autres moyens de preuve de l'absence de motifs d'exclusion de la commande publique définis par les articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique.

En cas d'acceptation de l'acheteur, un avenant entérine la substitution de ce tiers ainsi que la part du marché résilié qui lui est dévolue.

❖ **Poursuite temporaire du marché en fin d'exécution pour continuité du service en fin de marché**

En cas d'arrivée à échéance du marché et s'il s'avère que le nouveau titulaire désigné dans le cadre d'une procédure de renouvellement :

- ne serait pas en mesure de livrer ou d'installer les équipements dans les délais prévus,
- ou présenterait un retard d'exécution susceptible de compromettre la continuité du service,

L'acheteur se réserve la faculté de prolonger à titre exceptionnel l'exécution du présent marché, dans les conditions suivantes :

- ✓ la prolongation est limitée à la durée strictement nécessaire à l'entrée en vigueur opérationnelle du marché de remplacement, sans pouvoir excéder six (6) mois
- ✓ elle donne lieu, le cas échéant, à la facturation des prestations maintenues
- ✓ elle s'effectue aux conditions contractuelles du présent marché, sans renégociation des prix.

Cette clause n'a ni pour objet ni pour effet de proroger indéfiniment le contrat mais vise uniquement à éviter toute rupture de service ou désorganisation au détriment des usagers ou services concernés.

Elle ne constitue pas une reconduction tacite, mais une modalité prévue dès l'origine dans le respect des principes de nécessité, de transparence et de proportionnalité.

❖ **Ajustement du montant maximum du marché**

Les parties conviennent que le présent marché pourra faire l'objet d'une modification de son montant maximum en cas de survenance d'un ou plusieurs des éléments suivants, sans remettre en cause l'économie générale du contrat :

- Évolution imprévisible du volume des besoins liée à l'extension d'activité, à la création de nouveaux services ou sites utilisateurs du pouvoir adjudicateur ;
- Réorganisation interne ou externalisation de services nécessitant l'installation d'équipements réseaux supplémentaires ;
- Modification réglementaire imposant des adaptations techniques ou environnementales ayant un impact direct sur les prestations.

Dans ces cas, le montant maximum du marché pourra être augmenté jusqu'à hauteur de 20 % du montant initial du marché (ou du bon de commande/cumul de commandes, selon la forme contractuelle).

Toute modification au-delà de ce seuil nécessitera une nouvelle procédure de mise en concurrence, sauf exception prévue par la réglementation.

Les conditions financières seront ainsi réexaminées par les parties à l'initiative de la plus diligente d'entre elles et pendant toute la durée de son exécution,

Toute modification décidée ou acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen des conditions financières fera l'objet d'un avenant au présent marché.

20 - Résiliation du contrat

20.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 47 à 54 du CCAG-TIC.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

20.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

21 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Strasbourg est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

22 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 20.1 du CCAP déroge à l'article 51 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication